

Accord régional interprofessionnel

**ACCORD « JACQUES BINO »
RELATIF AUX SALAIRES EN GUADELOUPE**

ACCORD DU 26 FÉVRIER 2009
RELATIF AUX SALAIRES EN GUADELOUPE
NOR : ASET0950420M

Entre :

L'UMPEG ;
L'UCEG ;
L'OPGSS ;
L'UNAPL,

D'une part, et

La CGTG ;
La CFDT ;
La CTU ;
La CFTC ;
La CGT-FO ;
L'UGTG ;
L'UNSA,

regroupés au sein de Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP),

D'autre part,

en présence de M. Desforges, préfet de région Guadeloupe, et sous la médiation de MM. Bessière, Lopez, Lemaire et Arconte, directeurs du travail,

PRÉAMBULE

Considérant que la situation économique et sociale actuelle existant en Guadeloupe résulte de la pérennisation du modèle de l'économie de plantation ;

Considérant que cette économie s'appuie sur des rentes de situation de monopole, des abus de positions dominantes qui génèrent des injustices ;

Considérant que ces injustices touchent aussi bien les travailleurs que les acteurs économiques endogènes ;

Considérant que ce sont autant d'obstacles au développement économique endogène et à l'épanouissement social ;

Considérant la nécessité de faire tomber tous ces obstacles en instaurant un ordre économique nouveau prônant une revalorisation du travail de chacun (chefs d'entreprise et salariés) et promouvant de nouveaux rapports sociaux ;

Considérant que les parties conviennent à ce titre de la nécessité d'une revalorisation substantielle du pouvoir d'achat par un relèvement des bas salaires selon les modalités qui suivent,

les organisations signataires conviennent :

Article 1^{er}

Objet du présent accord

En réponse aux revendications posées par les organisations syndicales de salariés CGTG, CFDT, CTU, CFTC, FO, UGTG, UNSA regroupées au sein de Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP), les parties signataires du présent accord interprofessionnel conviennent du dispositif suivant relatif aux salaires.

Article 2

Conditions d'attribution

Tous les salariés dont le salaire horaire de base (hors prime et accessoires de salaire) est égal au SMIC et jusqu'à 1,4 SMIC inclus voient leur revenu mensuel augmenter de 200 € nets (cf. tableau prévu à l'article 3).

Les rémunérations des salariés percevant un salaire supérieur à 1,4 SMIC et inférieur à 1,6 SMIC seront fixées dans le cadre de négociations de branche ou d'entreprise qui s'ouvriront sur la base d'une augmentation minimale de 6 %, et cela dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent accord.

Les rémunérations des salariés percevant un salaire supérieur à 1,6 SMIC seront fixées dans le cadre de négociations de branche ou d'entreprise qui s'ouvriront sur la base d'une augmentation minimale de 3 %, et cela dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent accord.

Les salariés à temps partiel bénéficient d'une augmentation de leur revenu calculé au prorata du temps de travail.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sur l'ensemble du territoire de la région Guadeloupe pour toutes les entreprises et tous les établissements du secteur privé employant des salariés sous contrat de droit privé.

Pour l'application des dispositions arrêtées ci-dessus, les entreprises adhérentes aux organisations patronales signataires du présent accord et leurs salariés bénéficieront de la contribution de l'Etat et des collectivités locales (région et département) conformément à leur engagement respectif attesté par les documents joints en annexe.

Article 3

Financement du dispositif

(En euros.)

| EFFECTIF AU 31 DÉCEMBRE 2008 | PART employeur | PART Etat (RTSA) | PART collectivités | TOTAL |
|--|-------------------|---------------------|-----------------------|-------|
| Moins de 20 salariés et associations secteur non marchand quel que soit l'effectif | 50 | 100 | 50 | 200 |
| De 20 à 100 salariés | 50 | 100 | 50 | 200 |
| Plus de 100 salariés | 100 | 100 | 00 | 200 |

Il est entendu que l'effectif à prendre en compte pour déterminer la tranche à laquelle appartient l'entreprise concerne la totalité des salariés titulaires d'un contrat de travail (temps plein ou temps partiel : un salarié à temps partiel = un salarié).

Tout ou partie de la progression des salaires prévue dans le présent accord au titre des années 2009, 2010 et 2011 sera versée sous forme de bonus exceptionnel d'un montant maximum de 1 500 € par an.

Sous réserve d'une mesure législative que les signataires sollicitent auprès du Gouvernement et des parlementaires, le montant de ce bonus exceptionnel sera exonéré de toute contribution ou cotisations d'origine légale ou conventionnelle rendue obligatoire par la loi, à l'exception de la CSG et de la CRDS.

Ce bonus ne peut se substituer à des augmentations de rémunérations et à des primes conventionnelles prévues par la convention ou l'accord de branche, un accord salarial antérieur ou le contrat de travail.

Article 4

Modalités de versement

La part employeur est versée directement par l'employeur et est exonérée des charges patronales et salariales à l'exception de la CSG et de la CRDS.

La part de l'Etat (revenu supplémentaire temporaire d'activité) et des collectivités (région et département) est versée directement aux salariés suivant le dispositif en annexe.

Article 5

Clause de convertibilité

Au terme du délai des aides de l'Etat (36 mois) et des collectivités (12 mois), l'augmentation de salaire de 200 € nets est intégrée dans la rémunération des salariés à la charge de l'employeur sans préjudice d'éventuelles exonérations.

Article 6

Durée de l'accord

L'accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative de salariés ainsi que toute organisation patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement peuvent adhérer au présent accord dans les conditions prévues par l'article L. 2261-3 du code du travail.

Article 8

Commission paritaire de suivi et d'interprétation

Les difficultés d'application du présent accord seront soumises à une commission paritaire de suivi et d'interprétation composée de 10 représentants des organisations syndicales de salariés regroupées au sein de LKP et de 10 représentants des organisations d'employeurs et présidée alternativement par chacune des parties selon une périodicité semestrielle.

Afin de faciliter la participation des salariés aux négociations et aux réunions des instances paritaires, ils bénéficient :

- du droit de s'absenter de leur travail ;
- de la compensation ou du maintien de leur rémunération ;
- de l'indemnisation de leurs frais de déplacement.

Article 9

Demande d'extension

Conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail, les parties conviennent de demander l'extension du présent accord. La procédure sera engagée par l'organisation signataire la plus diligente.

Article 10

Droit d'opposition

La validité de cet accord est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans son champ d'application. Ce droit est exprimé dans les conditions prévues à l'article L. 2231-8 du code du travail.

Article 11

Dispositions diverses

Par la conclusion de cet accord interprofessionnel sur les salaires « Accord Jacques Bino », les organisations signataires entendent agir pour développer la négociation collective tant au niveau des branches que des entreprises.

Dans l'immédiat, dans les branches dépourvues d'accord collectif, la négociation d'un accord spécifique sur les salaires devra s'engager dans les 30 jours suivant la signature du présent accord et dans les 60 jours sur les autres thèmes (emploi, formation, durée de travail, qualification...).

Les organisations syndicales ouvrières et patronales liées par des accords ou convention de branche devront se conformer aux obligations des articles L. 2241-1 et suivants du code du travail.

Article 12

Dépôt de l'accord

Après l'expiration du délai d'opposition visé ci-dessus, le présent accord est déposé auprès des services centraux du ministère du travail à Paris.

Article 13

Date d'application

Le présent accord est applicable à compter du 1^{er} mars 2009.

Fait à Pointe-à-Pitre, le 26 février 2009.

(Suivent les signatures.)